

L'IDA EN ACTION

Le Mozambique : du redressement d'après-guerre à la relance de la croissance

Se relevant d'une guerre de plusieurs dizaines d'années, le Mozambique est devenu une des économies les plus performantes de toute l'Afrique. Un des pays les plus pauvres au monde au moment de son indépendance, le Mozambique affiche une croissance annuelle de plus de 8 % depuis 10 ans, le taux le plus élevé parmi les importateurs de pétrole africains. Entre 1997 et 2003, trois millions de personnes ont été tirées d'une pauvreté absolue, notamment dans les zones rurales. La mortalité infantile a diminué et les inscriptions dans les écoles ont augmenté.

Le Mozambique est un des plus grands bénéficiaires des ressources octroyées par l'Association internationale de développement (IDA), le guichet de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète, et d'autres bailleurs de fonds particulièrement actifs en Afrique. En plus d'un soutien financier, l'IDA a fait bénéficier le Mozambique de son expertise technique, de son expérience mondiale et de sa capacité à puiser dans toute la panoplie des travaux en faveur du développement, contribuant ainsi à la réussite du pays.

Indicateurs économiques	1990/92	2005/06
PIB par habitant (USD)	150	310
Inflation moyenne (%)	39	9,7
Dette extérieure (% du PIB)	286	81
Incidence de la pauvreté (%)	69 (1997)	54 (2003)
Taux net de scolarisation en primaire (%)	43	71
Mortalité infantile pour les moins de cinq ans (pour 1 000 enfants)	235	152
Population (millions)	16,5	20,1

Sources : Instituto Nacional de Estatísticas (INE), gouvernement du Mozambique, Banco de Moçambique et FMI, enquêtes nationales auprès des ménages, ministère de l'Éducation, enquêtes sur la démographie et la santé.

RÉALISATIONS AU NIVEAU NATIONAL

Depuis qu'il est sorti d'une trentaine d'années de conflits, le Mozambique a réalisé des progrès sur le plan économique et social.

Treize années de conflits sporadiques contre les régimes coloniaux ont fait place à l'indépendance en 1975, puis à une guerre civile de 16 ans, qui a fait un nombre de morts estimé à un million de Mozambicains et forcé des millions d'autres à fuir leur foyer. Depuis que la paix a été rétablie à la suite des Accords de Rome en 1992, une nouvelle constitution garantit un régime politique multipartite, une économie de marché et des élections libres.

Croissance et réduction de la pauvreté.

La croissance a atteint une moyenne de plus de 8 % ces 10 dernières années, due à la bonne performance des secteurs des transports, des communications et de la construction, ainsi qu'au redressement agricole. La mise en œuvre systématique de réformes fondamentales a entraîné l'accroissement de l'investissement étranger direct dans l'aluminium, le gaz naturel et le titane.

La pauvreté a reculé d'environ 15 % entre 1997 et 2003, permettant à près de 3 millions de personnes de sortir d'une pauvreté extrême en l'espace de six ans. La pauvreté a plus diminué dans les zones rurales (de 71 à 55 %) que dans les zones urbaines (de 62 à 52 %) – le Mozambique étant le deuxième pays au monde (après le Vietnam) à afficher une telle réussite.

Grâce aux initiatives d'allègement de la dette, la valeur actualisée nette de la dette extérieure publique a été réduite de moitié, passant de 25 % du PIB en 2003 et en 2004 à 12 % en 2006.

Ces réussites sont le fruit d'une stabilité macroéconomique globale, d'une réforme politique, de dépenses publiques en faveur des pauvres et du soutien sans faille des donateurs, qui ont stimulé une croissance robuste dans la plupart des secteurs économiques.

Les principales réalisations sont les suivantes :

- **Libéralisation du commerce** : les exportations ont augmenté de 20 % par an ces 10 dernières années, faisant du Mozambique un des rares pays africains dont la part dans les exportations mondiales a connu une hausse.
- **Rebond du secteur agricole** : la croissance de la production s'élève en moyenne à 5,6 % depuis 1992 ; elle est due pour moitié à l'expansion des terres agricoles, pour l'autre moitié à l'accroissement de la main-d'œuvre et à la hausse du rendement. Le pourcentage de ménages agricoles qui ont adopté des techniques recommandées par des agents de vulgarisation agricole est passé de 2,4 % en 2000 à 13 % en 2004.
- **Climat d'investissement libéral** pour les « méga-projets », notamment les investissements dans la fonderie d'aluminium, l'exploitation du gaz et des minéraux, qui représentent 1,5 % par an de la croissance du PIB.

- **Gestion efficace des opérations en cas de catastrophes** : le Mozambique a réagi rapidement aux grandes inondations ainsi qu'au cyclone qui ont eu lieu en 2007, démontrant ainsi qu'il avait renforcé son dispositif de lutte contre les catastrophes naturelles.
- **Réforme du secteur financier**, notamment la création d'une Banque de réserve séparée et l'introduction de la concurrence dans le secteur des banques commerciales. Les réalisations récentes comprennent une stratégie arrêtée d'un commun accord pour assurer le respect, par toutes les banques mozambicaines, des normes internationales d'audit dès 2007.
- **Progrès en matière d'éducation** : depuis 1991, le taux net de scolarisation en primaire a progressé de 65 points de pourcentage et le taux d'achèvement étendu à tout le cycle primaire a doublé, se montant à 40 % en 2003.
- **Renforcement des normes de santé** : les taux de mortalité infantile et de mortalité des moins de cinq ans ont tous deux baissé de 35 points de pourcentage depuis 1990.
- **Réductions des coûts du transport** : le nombre de routes jugées dans un bon état ou un état acceptable a été multiplié par sept et représente aujourd'hui 70 % du réseau routier total, alors que le nombre de routes impraticables a été divisé par dix et n'en représente plus que 5 %. Des réformes institutionnelles ont amélioré la pérennité des investissements.
- **Progrès concernant la disponibilité de l'eau** : l'accès à l'eau potable a

plus que doublé pour arriver à 27 % en zones rurales entre 1996-1997 et 2002-2003. Les investissements en infrastructures et les réformes institutionnelles touchant à la gestion des services ont amélioré la qualité, la fiabilité et la viabilité financière des services d'approvisionnement en eau des agglomérations urbaines ; l'objectif de développement pour le Millénaire, à savoir une couverture durable de 70 % en zones urbaines, sera probablement rempli.

Ces réussites reposent sur trois piliers que l'IDA a aidé à consolider : l'appropriation du programme de réformes par le gouvernement, des réformes cohérentes et bien fondées et une aide massive et de mieux en mieux coordonnée des donateurs.

CONTRIBUTIONS DE L'IDA

Depuis la fin de la guerre civile, l'IDA a engagé plus de 2,3 milliards de dollars à l'appui de 55 projets et réalisé plus de 30 rapports analytiques officiels et approfondis sur le Mozambique. Le Mozambique est devenu un élément majeur dans les portefeuilles africains d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale – la Société financière internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements – notamment le financement et les garanties pour l'usine d'aluminium Mozal.

L'IDA a contribué au redressement du Mozambique avant même la signature du traité de paix officiel en octobre 1992. Elle a secondé le gouvernement lorsqu'il a travaillé avec le Fonds Monétaire International (FMI) et tout un éventail de donateurs pour réaliser un montage financier

innovant, correspondant aux besoins d'une économie capable d'absorber rapidement de grands volumes de capitaux. Ce financement a permis au Mozambique de lancer des réformes structurelles et de dépendre de moins en moins de l'aide humanitaire pour assurer l'aide au développement.

Le premier crédit de redressement économique octroyé par l'IDA en 1992 a financé une vaste stratégie d'après-guerre, avec le redéploiement des dépenses publiques en faveur des principaux secteurs sociaux et des petits exploitants agricoles, la libéralisation et la privatisation de l'industrie et de l'agriculture, ainsi que la réforme du secteur financier.

Appui du programme entrepris par le gouvernement.

Le gouvernement avait clairement défini une série de priorités au niveau politique qui reflétaient l'orientation qu'il voulait donner au Mozambique. Désireux de tenir les rênes du programme d'application et d'en réduire le coût, le gouvernement a souligné les avantages d'une harmonisation plus poussée et s'est employé à intégrer l'aide des donateurs au budget, en l'alignant sur le cycle budgétaire.

Un groupe de 18 donateurs¹, qui contribuent directement au budget du Mozambique, basent leurs programmes sur un cadre unique d'évaluation de la performance basé entièrement sur la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté (connu sous son

1. Le « Groupe des 18 » se compose, en plus de l'IDA, des membres suivants : l'Allemagne, la Banque africaine de développement, la Belgique, le Canada, la Commission européenne, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

acronyme portugais PARPA). Un donateur faisant office de pivot est désigné pour chaque secteur afin d'assurer un dialogue cohérent et unifié avec le gouvernement sur les priorités sectorielles. L'IDA, grâce à ses vastes travaux d'analyse, a joué un rôle déterminant dans la création de ce cadre structurel, aidant à établir l'ordre de priorité des interventions et des indicateurs pour tous les secteurs.

Progressivement, l'IDA a modifié son approche, l'aide à des projets particuliers faisant place à une aide affectée à tout un secteur ou tout un programme. Depuis 2004, elle travaille avec d'autres donateurs pour former un groupe cohérent qui soutient un seul programme gouvernemental, plutôt qu'une série fragmentée et disparate de projets distincts.

Une expertise technique et une expérience à l'échelle mondiale.

Les progrès réalisés par le Mozambique après la guerre étaient le fruit d'un train de réformes réussies qui reposaient sur une solide base de connaissances et d'analyses, qui bénéficiaient de l'expérience d'autres pays et qui constituaient un ensemble cohérent. L'IDA, avec son expertise technique, son expérience à l'échelle mondiale et sa capacité à intégrer des connaissances puisées dans toute la panoplie des travaux en faveur du développement, y a joué un rôle essentiel.

Citons, à titre d'exemple : la libéralisation réussie du secteur des télécommunications s'est faite à la suite d'une discussion sur l'expérience acquise au Madagascar avec la libéralisation de la téléphonie mobile. Le fait que l'IDA savait comment s'était passé

l'octroi de licences à des opérateurs privés de téléphonie mobile dans d'autres pays a suscité l'intérêt du gouvernement. En peu de temps, l'IDA a pu fournir une synthèse des modèles de bonnes pratiques en Afrique et ailleurs, mettant en valeur la progression spectaculaire de la connectivité. Ce rapport a incité le gouvernement à libéraliser rapidement le marché du téléphone sans fil et les utilisateurs de téléphone cellulaire sont passés de 51 000 en 2001 à 1,3 million en 2005.

La révolution du téléphone cellulaire

Le coût des télécommunications mobiles a considérablement baissé dès l'introduction de la concurrence et l'entrée d'un deuxième opérateur sur le marché en 2003. La densité totale des lignes téléphoniques est passée de 8 abonnés pour 1 000 habitants en 2004 à 55 pour 1 000 l'année suivante.

L'IDA a aidé à rédiger une nouvelle loi sur les télécommunications en 2004, préparant ainsi la voie à une libéralisation totale du secteur dès décembre 2007.

Les comptes rendus analytiques de l'IDA ont fortement contribué à façonner la stratégie de lutte contre la pauvreté adoptée par le Mozambique. Son évaluation de la pauvreté dans le pays, s'ajoutant aux enquêtes sur l'agriculture, la santé et l'éducation, ont également guidé et rassuré les décideurs politiques en leur montrant les succès réalisés lors des précédentes interventions dans ce domaine.

D'autres analyses (à savoir un memorandum économique sur le pays, ainsi que des études sur le développement rural et le tourisme) ont permis de faire des recommandations quant au meilleur usage des ressources

naturelles du Mozambique (la terre, les forêts, la pêche, l'extraction minière et l'eau) et l'intégration de leur gestion dans la stratégie globale sur la croissance du pays.

Des revues et des évaluations des dépenses publiques (en particulier pour les secteurs sociaux), la responsabilisation financière, l'approvisionnement, le secteur financier, le climat de l'investissement et les secteurs juridiques et judiciaires ont tous servi à définir des réformes bien fondées.

Fourniture et mobilisation de grands volumes de capitaux et de financement privé.

De grands volumes d'aide financière et d'apports du secteur privé ont permis de financer les programmes d'investissement ambitieux et réussis du Mozambique. L'IDA a soutenu ces programmes en assurant à la fois des travaux d'analyse, un renforcement des institutions et une aide multi-donateurs.

Le Groupe de la Banque mondiale a joué un rôle essentiel pour mobiliser les apports du secteur privé en soutenant la création d'un climat favorable à l'investissement et en offrant des garanties à un certain nombre d'investissements considérables.

L'IDA a également aidé à relancer l'investissement du secteur privé au moyen de services conseils, de formation et de projets liés aux méga-projets. Avec ses crédits pour la réduction de la pauvreté, elle a soutenu les efforts visant à réformer le code du commerce, la législation sur le tourisme, la réglementation des investissements et le système d'immatriculation des entreprises.

Le soutien aux institutions, aux nouvelles politiques et à l'investissement procuré par l'IDA a aidé le Mozambique à améliorer son réseau routier, son approvisionnement en eau et son système éducatif.

Le réseau routier. L'IDA a été le principal soutien du réseau routier au cours des quinze dernières années, par le biais d'un financement (400 millions de dollars dans le cadre de deux programmes) et de services conseils.

S'appuyant sur les travaux d'analyse menés alors que la guerre faisait toujours rage, l'IDA a aidé le gouvernement à concevoir et obtenir le financement d'un programme de haute priorité et à long terme pour le secteur routier, qui intégrait la réfection et l'entretien, les travaux publics et le renforcement des institutions. Les priorités initiales en matière de réhabilitation étaient basées à la fois sur les besoins de l'agriculture (s'appuyant sur les connaissances acquises par l'IDA dans ce secteur) et la nécessité de rétablir des voies d'accès pour les réfugiés revenant au pays.

Du fait de son étroite collaboration au programme global de redressement d'urgence du gouvernement, l'IDA a pu mobiliser un financement important auprès des bailleurs de fonds et a aidé le gouvernement à trouver des solutions pour compenser les besoins dans d'autres secteurs. C'est un des premiers exemples d'une approche sectorielle.

Le programme de construction de routes s'est accompagné d'un programme de renforcement des capacités institutionnelles, comprenant la création d'un fonds routier indépendant chargé de payer la part d'entretien du gouvernement, en regroupant les redevances versées par les consommateurs de carburant. L'IDA a également financé la création d'un programme de bourses d'étude innovateur pour conserver le personnel après la période de formation et permettre la création d'entreprises de camionnage et de travaux routiers dans le secteur privé.

Soutien apporté aux méga-projets par le Groupe de la Banque mondiale

- L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) a accordé des garanties pour les investissements effectués dans l'usine d'aluminium Mozal et l'usine SASOL, respectivement d'une valeur de 2 et de 1,2 milliards de dollars. En outre, la SFI a investi 145 millions dans l'usine d'aluminium Mozal, et l'IDA a mis sur pied un projet d'aide aux petites et moyennes entreprises par la passation de contrats avec Mozal.
- L'IDA, en collaboration avec le FMI et la MIGA, a conseillé le gouvernement sur la manière d'optimiser les conditions d'un prêt de 950 millions de dollars destiné à la prise de participation majoritaire de la centrale hydroélectrique de Cahora Bassa, initialement détenue par le gouvernement portugais — un projet qui pourrait offrir de nouvelles opportunités pour l'énergie hydraulique dans le bassin du Zambèze.
- L'IDA s'emploie également à tirer le plus d'avantages du développement de méga-projets à l'avenir, tels que l'investissement étranger prévu de 1,5 milliard de dollars dans le projet d'extraction de charbon de Moatize.

La voie qui mène au redressement

- Deux projets financés par l'IDA et portant sur le réseau routier et le commerce côtier ont permis de rénover plus de 6 600 km de routes rurales entre 1992 et 2000.
- La part du réseau routier jugé en bon état ou dans un état acceptable est passée de 10 à 56 %, depuis le lancement du premier projet « Roads and Coast Shipping » (Routes et navigation côtière) qui a débuté en 1992.
- Les travaux d'entretien périodique se sont améliorés sensiblement et régulièrement.
- Les travaux publics sur les routes principales et secondaires ont conduit à des réductions du temps de trajets allant jusqu'à 50 %.
- La baisse du coût unitaire de transport s'est traduite par un accroissement sensible du trafic et une augmentation de l'offre de marchandises et de services en zones rurales.

Eau. Les réformes institutionnelles dans le secteur de l'eau ont débuté en 1995 par la formulation d'une politique nationale de l'eau avec l'appui de l'IDA. Depuis cette date, le secteur de l'eau en zone urbaine a fait des progrès considérables grâce à une politique de délégation de la gestion - par laquelle les infrastructures appartiennent au gouvernement et l'exploitation est confiée au secteur privé.

L'IDA a soutenu la création en 1998 d'une société de patrimoine et d'un organisme de réglementation qui a jeté les bases d'une amélioration des niveaux de service afin d'attirer les investissements. Cette délégation de gestion au secteur privé a permis au Mozambique de lever près de 350 millions de dollars d'investissements pour l'eau en zone urbaine au cours des

six dernières années. Environ 70 % de la population urbaine du Mozambique a bénéficié d'une amélioration de la production et d'un approvisionnement en eau plus fiable. Le niveau de service dans les agglomérations desservies par les sociétés privées a progressé régulièrement ces trois dernières années, le nombre d'heures d'approvisionnement est même passé de 9 à 24 heures, tous les jours dans les villes de Beira, Quelimane, Nampula et Pemba.

Éducation. Les réformes financées par l'IDA dans le secteur de l'éducation ont permis d'instaurer un nouveau programme d'études pour l'enseignement primaire, lancé dans le pays tout entier en 2004 et qui devrait avoir un impact direct sur la qualité de l'éducation. Les autres réalisations qui ont été possibles grâce à l'aide de l'IDA comprennent : un programme national de soutien direct aux écoles et d'importantes initiatives sur le plan de la santé scolaire et de la prévention du VIH/SIDA, une nouvelle stratégie et une formation modulaire pour les enseignants des écoles primaires afin d'accélérer l'arrivée d'instituteurs qualifiés et améliorer les pratiques de déploiement d'effectifs, et une augmentation du budget réservé à l'éducation primaire et post-secondaire.

En conséquence, le nombre d'écoles est passé de 2 800 en 1992 à 8 000 en 2003, ce qui représente la plus grande expansion de l'accès à l'éducation jamais réalisée, avec 3 millions d'élèves dans le primaire et 48 000 enseignants dès 2004.

LES DÉFIS QUI RESTENT À RELEVER

Le gouvernement fait face à trois défis majeurs : assurer la création de nouveaux emplois, soutenir la croissance des revenus en zone rurale et réduire davantage l'incidence du VIH/SIDA.

L'accès à un niveau élevé de financement externe au cours des prochaines années, s'il s'accompagne d'une mise en œuvre active des réformes, pourrait accélérer la croissance réelle annuelle, aider le pays à progresser plus rapidement vers la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire et éliminer certains problèmes actuels.

La création d'emplois exigera de plus grands efforts de la part du gouvernement sur l'amélioration du climat des affaires. Le Mozambique est classé au décile inférieur dans la plupart des enquêtes sur l'efficacité commerciale, les problèmes majeurs étant la corruption, les lourdeurs administratives, le marché du travail peu flexible et le goulet d'étranglement constitué par l'insuffisance des infrastructures, aussi bien pour les entreprises étrangères que locales. Il est indéniable que le gouvernement a réussi à attirer des « méga-projets », en partie par de généreuses incitations fiscales, mais les investissements générateurs d'emplois dans les petites et moyennes entreprises sont à la traîne.

Récemment, des progrès considérables ont été réalisés pour réduire la durée de délivrance des licences et autres goulots d'étranglement, mais le climat des affaires est toujours fondamentalement défavorable.

Pour soutenir la croissance des revenus en zone rurale, la productivité agricole a besoin d'un coup de fouet. La croissance du secteur agricole a atteint un plateau après la remontée enregistrée à la fin des conflits, et il est nécessaire d'introduire des méthodes permettant de doper la productivité. Celles-ci devront comprendre : des travaux de recherche agronomique applicables aux fermiers, une plus grande diffusion de variétés résistantes à la sécheresse, des programmes de soutien en faveur des petits planteurs, l'examen de nouveaux modèles d'accès au marché des capitaux pour les petits exploitants agricoles, des investissements dans les fermes de moyenne et grande taille et la modernisation de l'infrastructure rurale, notamment l'irrigation et les routes.

L'investissement dans le domaine de l'irrigation devrait avoir des effets bénéfiques. Environ un dixième des 36 millions d'hectares de terres cultivables se prête à l'irrigation, mais moins de 1 % de cette surface est irriguée, ce qui constitue le taux le plus bas de toute la région. Un système d'irrigation à petite échelle comporterait beaucoup d'avantages : un investissement de 20 millions de dollars par an sur une période de 15 ans augmenterait la valeur ajoutée agricole totale d'environ 250 millions de dollars en 2020. Le manque de capacité de stockage d'eau est une des principales entraves à l'expansion de l'irrigation. La capacité utile des barrages du pays représente seulement 5 % de la moyenne annuelle des eaux excédentaires fluviales, à l'exception du Zambèze, et il y aurait de grands avantages à augmenter les capacités de stockage.

Amélioration de la santé. Le Mozambique est confronté à des défis importants en matière de santé, notamment les taux de mortalité infantile et juvénile qui sont toujours élevés par rapport aux normes mondiales. La prévalence du VIH (environ le double de la moyenne en Afrique subsaharienne) est très préoccupante.

Le VIH/SIDA est un problème majeur. Avec un taux de prévalence de 16 % actuellement, l'espérance de vie à la naissance devrait tomber de 43 à 36 ans dès 2010, au lieu d'augmenter à 50 ans si cette pandémie n'existait pas. Malgré un engagement politique et un financement accrus, la riposte nationale est ralentie par le manque de ressources humaines (en 2006, d'après les chiffres de l'ONUSIDA, 1,6 million d'adultes étaient infectés par le VIH, alors que le pays ne comptait que 4 468 médecins et infirmières).

Il faut aussi renforcer la surveillance de cette maladie et des efforts sont actuellement engagés en vue d'instaurer un système global de suivi financier pour l'affectation des ressources et les dépenses pour la lutte contre le VIH/SIDA.

Le paludisme et la tuberculose posent eux aussi de grands problèmes de santé : le paludisme constitue la première cause de décès parmi les enfants, avec environ 25 000 à 50 000 décès chaque année.

De fortes réductions de la mortalité et de la morbidité auraient lieu si l'on augmentait les dépenses consacrées aux mécanismes de diffusion de services préventifs, à l'intensification de l'offre de soins au niveau communautaire, à l'amélioration des soins dans les établissements de santé et à une

stratégie d'information pour les premiers soins thérapeutiques.

Un accroissement des investissements serait faisable et désirable dans bien d'autres domaines :

Énergie. Le manque d'approvisionnement en électricité fiable (ou, dans la majorité des cas, le manque total d'électricité) est un obstacle majeur au développement au Mozambique. Près de 64 % des entreprises de production considèrent l'électricité comme le plus grave problème d'infrastructure et, vu le rythme actuel des programmes d'électrification, 80 % des foyers les plus pauvres n'auront pas accès à l'électricité avant des dizaines d'années. Un financement supplémentaire de l'IDA permettrait d'accélérer l'expansion du réseau d'électrification jusqu'aux populations rurales, ainsi qu'une hausse de la fiabilité en zones rurales de manière générale.

Routes et ponts. La remise en état du réseau routier a été un facteur moteur de la forte croissance économique des 10 dernières années. Malgré cela, le Mozambique possède toujours un des réseaux routiers les moins développés dans la région méridionale de l'Afrique ; une remise en état rapide et la construction de nouvelles routes seront nécessaires pour soutenir la croissance. Des ressources supplémentaires permettraient d'étendre largement le réseau des routes rurales et des routes de desserte, en particulier dans les zones présentant un fort potentiel de croissance, et d'améliorer l'état des réseaux secondaire et tertiaire.

L'enseignement à tirer de l'expérience de l'IDA au Mozambique.

En 2006, le Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale (IEG) a jugé satisfaisants 93 % des prêts octroyés par l'IDA au Mozambique. Il a estimé que 70 % des projets ont eu un impact majeur sur le développement et que 90 % ont soutenu ce développement.

Aucune évaluation globale portant sur l'aide de l'IDA au Mozambique n'a été récemment effectuée par l'IEG. On peut néanmoins tirer certains enseignements des évaluations de projet faites par l'IEG, même sur le plan anecdotique.

Le rôle directeur assumé par le gouvernement au moyen du Programme d'action pour la réduction de la pauvreté absolue (PARPA) a fortement changé la dynamique entre le gouvernement et les bailleurs de fonds, l'IDA alignant son programme sur les objectifs du PARPA et mesurant le succès plus en termes d'« extrants » (résultats) qu'en termes d'« intrants » (crédits).

L'expérience des réformes dans les secteurs commercial et financier a montré à quel point il est important d'être respectueux de **l'économie locale** en cas de réforme politique. Les recommandations de l'IDA sur la libéralisation des exportations de noix de cajou brutes ont été très controversées en raison de leur impact sur l'industrie de transformation locale. Une partie du problème est que la libéralisation était perçue, contrairement aux autres volets du train de réformes au Mozambique, comme ayant été imposée par la Banque, contribuant ainsi à son manque de

crédibilité sur le plan national. De plus, l'IDA avait mal analysé la complexité de la chaîne de valeur existant dans l'industrie des noix de cajou, ni anticipé la réaction des planteurs locaux sur le plan de l'offre.

La flexibilité d'adaptation aux phases du développement en constante évolution et aux défis particuliers du Mozambique a été un élément essentiel. La priorité pour les interventions est passée de la reconstruction d'urgence, immédiatement après les conflits, aux réformes en faveur de la viabilité institutionnelle et financière des infrastructures et de l'investissement social, puis aux réformes de deuxième génération, notamment le climat des affaires et la gouvernance.

Par exemple, avant 1992, le Mozambique possédait une seule banque publique, *Banco de Moçambique*, qui faisait office à la fois de Banque de réserve et de principale banque commerciale. Pendant la période de transition critique du Mozambique vers une économie de marché, l'IDA a rapidement financé la création d'une Banque centrale distincte et d'un secteur indépendant et privé de banques commerciales. Par la suite, l'IDA et une équipe de partenaires du développement (notamment la Banque africaine de développement, le Royaume-Uni et l'Allemagne) ont établi un dialogue fondé sur un climat de confiance avec le gouvernement, afin de développer un secteur bancaire beaucoup plus concurrentiel et efficace.

La réactivité a aussi joué un rôle crucial dans la coordination des réactions face aux inondations de 2000 et 2002, lorsque la Banque a employé toute une série d'instruments financiers pour créer un

plan d'action global en étroite collaboration avec le gouvernement et les partenaires du développement internationaux et locaux. De la même manière, la Banque participe aux efforts de reconstruction à la suite des inondations et des cyclones qui ont eu lieu en 2007, en se guidant sur les interventions particulièrement réussies du gouvernement face à ces crises.

Avril 2007.

<http://www.banquemondiale.org/ida>